

**Conseil économique et social**

Distr. générale
7 mars 2016
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe**Conférence des statisticiens européens****Groupe d'experts de la comptabilité nationale****Quinzième session**

Genève, 17-20 mai 2016

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Élaboration de tableaux des ressources et des emplois**Tableaux des ressources et des emplois en Géorgie****Communication du Bureau national de statistique de Géorgie***Résumé*

On trouvera dans le présent document un historique des tableaux des ressources et des emplois de Géorgie publiés depuis 2006 par le Bureau national de statistique géorgien. Y sont décrites les sources et méthodes utilisées et démontré qu'il est possible de compiler des tableaux des ressources et des emplois même avec un personnel et des sources de données limitées. Des enquêtes spéciales sur la structure de la consommation intermédiaire et sur la formation brute de capital fixe ont été menées en Géorgie afin d'obtenir des données sous forme de tableaux des ressources et des emplois. Le cadre des tableaux des ressources et des emplois contribue à améliorer les estimations concernant l'économie non observée ainsi que la qualité du produit intérieur brut, et fait ressortir les faiblesses des sources de données. Dans la conclusion du document sont indiqués les problèmes qui affectent actuellement les tableaux des ressources et des emplois et les défis à relever à l'avenir, en particulier la nécessité d'augmenter le nombre de produits et de mettre en œuvre un tableau des échanges intersectoriels.



I. Introduction

1. La Géorgie procède depuis 1998 à la compilation de tableaux des ressources et des emplois. À l'époque, en raison du manque de données, le produit intérieur brut (PIB) était calculé au niveau des chapitres de la Classification statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE Rév.1). Au cours des années suivantes, grâce à l'amélioration des sources de données, le calcul d'une estimation du PIB d'après 45 produits a été mis en place. Par la suite, des travaux ont commencé en vue d'élaborer un tableau détaillé des ressources et des emplois pour 45 activités et 67 produits.
2. En 2006, avec l'appui financier de la Banque mondiale, un expert international a rendu visite au Bureau national de statistique. Au cours de sa visite, une analyse des sources de données a été effectuée et des recommandations ont été élaborées en vue d'améliorer les questionnaires d'enquête. Dans le même temps, un catalogue électronique a été élaboré en vue de la collecte et du stockage des données. Ce catalogue de données est converti automatiquement en tableau des ressources et des emplois par un programme informatique écrit en Visual Basic pour Excel.
3. En 2008, après la mise en œuvre des recommandations, a eu lieu la deuxième visite de l'expert international, au cours de laquelle un tableau détaillé des ressources et des emplois pour 2006 en prix courants a pu être compilé. Depuis lors, des tableaux détaillés des ressources et des emplois sont établis chaque année et publiés sur le site Web du Bureau national de statistique de Géorgie (Géostat).
4. Le présent rapport est structuré comme suit. La section II traite de l'organisation du travail dans la Division des comptes nationaux. La section III traite des sources de données utilisées pour compiler les tableaux des ressources et des emplois. Les procédures employées pour équilibrer les ressources et les emplois concernant certains produits sont examinées dans la section IV. Dans la section V est résumé l'état actuel des tableaux des ressources et des emplois et sont exposés les plans futurs d'amélioration.

II. Structure organisationnelle et ressources

5. La Division de la comptabilité nationale de Géostat comprend huit fonctionnaires (1 directeur, 2 spécialistes en chef, 5 spécialistes principaux et 1 spécialiste). La Division est actuellement chargée de fournir les produits suivants :
 - a) PIB trimestriel et annuel à prix courants et à prix constants ;
 - b) Estimations mensuelles rapides de la croissance économique ;
 - c) Indice de la production industrielle ;
 - d) PIB régional ;
 - e) Tableau des ressources et des emplois annuel en prix courants pour 45 activités et 67 produits ;
 - f) Publication en ligne annuelle des comptes nationaux ;
 - g) Comptes des secteurs institutionnels ; etc.
6. Compte tenu de l'ampleur de la tâche que doivent accomplir les fonctionnaires, eux-mêmes en très petit nombre, il est important de répartir efficacement les activités entre eux. Tous sont impliqués dans la collecte des données en vue de la compilation du tableau des ressources et des emplois. Chacun est chargé de collecter des données sur des indicateurs

déterminés du tableau. Par exemple, l'un d'eux collecte les données sur les exportations et les importations de biens, un autre celles concernant la formation brute de capital fixe, etc. Tous les fonctionnaires sont également impliqués dans la compilation des matrices de la production totale et de la consommation intermédiaire. Pour cette tâche, le travail est réparti par type d'activité économique. Par exemple, un fonctionnaire collecte les données relatives à l'agriculture, un autre s'occupe de l'industrie manufacturière, etc. En fin de compte, toutes les données collectées sont rassemblées dans le catalogue de données.

7. L'étape initiale de la compilation du tableau des ressources et des emplois est la mise en place du catalogue de données, qui comprend tous les indicateurs du tableau. Le format Catalog, suivant lequel l'ensemble des données doit être collecté, permet au programme écrit en 2008 par l'expert international Gosse Hommes en Visual Basic pour Excel de produire automatiquement un tableau des ressources et des emplois à partir du catalogue de données.

8. Le catalogue de données comprend au moins trois colonnes. Il est possible de créer de nouvelles colonnes, dans lesquelles il est possible d'enregistrer des informations supplémentaires. Le catalogue de données commence par l'enregistrement des données de la matrice de la production totale. En l'occurrence, la première colonne indique le code du produit, qui prend les valeurs allant de P01 à P67. La seconde colonne indique le code de l'activité, qui prend des valeurs allant de A01 à A45, tandis que la troisième colonne représente la valeur des cellules Excel situées à l'intersection de l'activité et du produit correspondant. La même structure est utilisée pour enregistrer les données de la matrice de la consommation intermédiaire.

Tableau 1

Partie du catalogue comprenant des données de la matrice des sorties totales

| <i>Champ1</i> | <i>Champ2</i> | <i>Valeur</i> |
|---------------|---------------|---------------|
| P_01 | A_01 | 30,19 |
| P_02 | A_01 | 0,02 |
| P_03 | A_01 | 0,01 |
| P_04 | A_01 | 0,20 |

9. Pour les autres indicateurs du catalogue des ressources, la première colonne indique le code du produit, et la deuxième le code du Système de comptabilité nationale (SCN) (par exemple, D21 dans le cas des taxes sur les produits). La troisième colonne indique la valeur de l'indicateur correspondant.

Tableau 2

Partie du catalogue pour les dépenses de consommation finale par tête (P31)

| <i>Champ1</i> | <i>Champ2</i> | <i>Valeur</i> |
|---------------|---------------|---------------|
| P_01 | P31 | 136,6 |
| P_02 | P31 | 316,1 |
| P_03 | P31 | 483,9 |
| P_04 | P31 | 776,8 |

10. Étant donné que la version préliminaire du tableau des ressources et des emplois est compilée au moyen d'un programme informatique, il est nécessaire d'effectuer des procédures d'équilibrage des ressources et des emplois totaux par produit. Les écarts constatés pour chaque produit sont répartis entre les fonctionnaires. Chacun d'eux analyse les écarts entre les ressources et les emplois pour les produits qui leur sont assignés et

procède le cas échéant aux ajustements nécessaires. Parfois, l'écart découle de la valeur clairement aberrante d'un indicateur particulier. Le fonctionnaire ajuste alors cette valeur aberrante. Cependant, dans la plupart des cas, l'écart ne découle pas d'un indicateur particulier. Certains indicateurs sont alors définis comme « résiduels » à l'étape finale et leur valeur est modifiée afin d'équilibrer les ressources et les emplois pour le produit concerné. Les tableaux définitifs des ressources et des emplois sont publiés sur le site officiel de Géostat.

11. Le tableau des ressources et des emplois facilite considérablement le calcul du PIB annuel. Lors de ce calcul, les fonctionnaires sont chargés des mêmes activités économiques que celles dont ils étaient chargés dans le cadre de l'établissement de la matrice de sortie du tableau des ressources et des emplois. Cela leur permet de bien connaître les particularités des activités et d'évaluer avec plus de précision le niveau de l'économie non observée.

III. Sources de données

12. Les indicateurs utilisés pour les tableaux des ressources et des emplois, ainsi que leurs sources, sont examinés ci-après.

A. Production totale (P1)

13. La production aux prix de base est tirée de plusieurs sources :

- a) L'enquête annuelle sur les sociétés non financières (Géostat) ;
- b) Les données mensuelles sur les banques commerciales (Banque nationale de Géorgie) ;
- c) Les données trimestrielles sur les compagnies d'assurances (Service national de contrôle des assurances de Géorgie) ;
- d) L'enquête sur les exploitations agricoles (Géostat) ;
- e) L'enquête annuelle sur le budget des ménages (Géostat) ;
- f) Les données mensuelles sur le budget consolidé (Ministère des finances) ;
- g) L'enquête annuelle sur les institutions sans but lucratif au service des ménages (Géostat).

14. Selon les données reçues par le Ministère géorgien des finances, il existait en 2014 environ 60 000 entreprises en activité. L'enquête annuelle sur les sociétés non financières couvre environ 14 000 entreprises. Les grandes entreprises (environ 8 000), dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 1,5 million de laris (la monnaie nationale), sont pleinement représentées dans l'échantillon. Les entreprises petites et moyennes sont échantillonnées en fonction de leur localisation géographique et de leur type d'activité économique.

15. La Banque nationale de Géorgie (BNG) est chargée de superviser les banques commerciales, tandis que les compagnies d'assurances sont sous la surveillance du Service de contrôle des assurances de Géorgie (SCCAG), qui publie sur son site officiel des données trimestrielles sur ces compagnies. Les données mensuelles de la BNG et les données trimestrielles du SCCAG sont suffisamment détaillées pour rendre possible de calculer la production totale du secteur.

16. La production des petites exploitations agricoles représente environ 95 % de la production agricole totale. Les 5 % restants sont produits par les grandes entreprises agricoles. L'échantillonnage de l'enquête annuelle est fondé sur le recensement des

exploitations agricoles de 2004. Les quelque 815 000 exploitations familiales sont soumises à un échantillonnage rotatif annuel, dans le cadre duquel 5 000 exploitations font l'objet de cinq enquêtes par an (une annuelle et quatre trimestrielles). Le plan d'échantillonnage en deux temps prévoit la sélection d'un échantillon stratifié aléatoire de villages au niveau de la région puis d'un échantillon de ménages au niveau du village.

17. L'enquête sur le budget des ménages est effectuée au moyen d'un échantillon stratifié. Chaque trimestre, 3 600 ménages sont sélectionnés dans la population, qui en compte environ un million. Une rotation mensuelle de l'échantillon est appliquée. Cette enquête permet d'estimer les revenus et les dépenses des ménages ainsi que la valeur des produits agricoles transformés en leur sein.

18. Le budget consolidé comprend des données sur la rémunération des salariés et la consommation intermédiaire. La production totale du secteur public est pour partie intégrée à la consommation intermédiaire, à la rémunération des salariés et à la consommation de capital fixe.

19. Dans le cas où une entreprise exerce deux ou plusieurs types d'activité économique, ou produit deux ou plusieurs types de biens, sa production totale est fractionnée en fonction de la structure de son chiffre d'affaires (valeur des ventes). Habituellement, les entreprises n'éprouvent pas de difficulté à déterminer le montant de leur chiffre d'affaires par type d'activité économique, mais il leur est difficile de répartir leurs coûts d'exploitation par type d'activité. Cette méthode ne tient donc pas compte de la structure des variations des stocks et d'autres indicateurs qui entraînent des écarts entre production totale et chiffre d'affaires. Actuellement, le questionnaire n'est toutefois pas suffisamment détaillé pour permettre de répartir les variations des stocks et d'autres indicateurs par type d'activité économique. Cependant, la variation des stocks ne représente qu'une petite fraction de la production totale, et ne doit pas entraîner d'écart important entre la structure de la production et celle du chiffre d'affaires.

20. La production totale, calculée d'après les données de l'enquête sur les sociétés non financières, ne prend en considération que les chiffres déclarés. Les estimations relatives à l'économie non observée, réalisées séparément pour chacun des 45 types d'activité, sont ajoutées à ces chiffres. En 2014, la part de l'économie non observée était d'environ 15 % de la production totale.

B. Consommation intermédiaire (P2)

21. Les données détaillées sur la consommation intermédiaire des sociétés non financières sont recueillies chaque année au moyen d'une enquête normalisée. Cependant, le questionnaire d'enquête comporte peu de questions détaillées (loyer, électricité, carburant, services rendus par des organismes extérieurs, autres charges d'exploitation). Une enquête détaillée sur la structure de la consommation intermédiaire est donc réalisée tous les cinq ans. Le questionnaire de cette enquête détaillée comprend des questions permettant de classer les coûts d'exploitation en fonction des 67 produits du tableau des ressources et des emplois.

22. Les données de l'enquête sur les exploitations agricoles permettent de compiler la structure détaillée de la consommation intermédiaire du secteur des ménages. En ce qui concerne les autres activités, les entreprises employant moins de cinq personnes sont considérées comme des ménages dans l'enquête sur les sociétés non financières.

23. Les dépenses annuelles de consommation intermédiaire du secteur public sont tirées des données budgétaires détaillées. Ces données n'étant pas suffisantes pour permettre de déterminer la structure de la consommation intermédiaire pour tous les produits, les

organismes gouvernementaux ont été interrogés en 2007 sur la structure détaillée de leur consommation intermédiaire. Ces données de référence sont ajustées chaque année en fonction des données budgétaires consolidées.

24. Les coûts d'exploitation des banques commerciales sont enregistrés dans les données mensuelles reçues de la BNG. En outre, la structure détaillée de la consommation intermédiaire est compilée tous les cinq ans après une enquête approfondie. La compilation de la structure de la consommation intermédiaire des institutions sans but lucratif au service des ménages est effectuée tous les cinq ans. Les résultats de référence sont ajustés en fonction des données de l'enquête annuelle.

25. La fusion des données de l'ensemble des secteurs institutionnels permet d'établir la matrice de la consommation intermédiaire pour les 45 activités et 67 produits. À l'étape suivante, la matrice de la consommation intermédiaire est convertie en un tableau à trois colonnes et intégrée dans le catalogue de données.

C. Dépenses de consommation finale (P3)

26. Les dépenses de consommation finale des ménages sont dérivées de l'enquête sur le budget des ménages. La consommation des ménages est catégorisée selon la Nomenclature des fonctions de la consommation individuelle (NFCI) à cinq chiffres. Grâce à une table de correspondance, les données de la NFCI réparties selon les quatre premiers chiffres sont reliées à la Classification statistique des produits associée aux activités (CPA) à quatre chiffres, fournissant ainsi des données qui sont à leur tour agrégées de manière à correspondre aux 67 types de produits du tableau des ressources et des emplois. Dans certains cas, les relations entre les produits classés selon la NFCI-4 et selon la CPA-4 ne sont pas biunivoques, ce qui explique pourquoi il serait préférable d'analyser désormais les données par les niveaux cinq chiffres de la NFCI. Dans les comptes nationaux, les données brutes des enquêtes sur les ménages sont beaucoup plus faibles que les dépenses de consommation finale des ménages. Une raison à cela est que les ménages dissimulent leurs dépenses concernant certains produits. Une autre raison est que l'enquête ne prend pas en compte les ménages à revenu élevé, car ceux-ci refusent de répondre aux questions. Les données sous-estimées concernent généralement des produits tels que le tabac, les boissons alcoolisées, etc. On trouve des taux particulièrement élevés de déclarations incomplètes pour les dépenses concernant les services (restaurants, jeux d'argent, éducation, soins de santé, etc.). La consommation finale des ménages est considérée pour cette raison comme un des indicateurs les moins fiables. Lorsqu'il s'agit d'équilibrer les ressources et des emplois, la consommation finale des ménages est souvent considérée comme résiduelle pour certains produits.

27. Les dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages sont considérées comme égales à la somme des coûts de production moins les ventes de la production marchande. Les données sont tirées de l'enquête annuelle sur ces organisations.

28. Les dépenses de consommation individuelle des organismes publics comprennent principalement les soins de santé et l'éducation. Les données sont tirées de la classification fonctionnelle du budget consolidé. Les dépenses de consommation individuelle comprennent les programmes gouvernementaux en vertu desquels les ménages reçoivent des services gratuits en matière de soins de santé, d'éducation et autres.

29. Selon le Système de comptabilité nationale de 2008, les dépenses de consommation collective des organismes publics regroupent la production non marchande de ces organismes, mesurée comme la somme de la consommation de capital fixe et de la consommation intermédiaire minorée des recettes des ventes. Le budget de l'État fournit

tous les indicateurs mentionnés ci-dessus, sauf la consommation de capital fixe, qui est calculée par la méthode de l'inventaire permanent.

D. Formation brute du capital fixe (P51)

30. Les investissements en immobilisations pour les sociétés du secteur non financier sont calculés d'après les résultats de l'enquête annuelle. Dans le questionnaire d'enquête, le capital fixe est ventilé en détail, ce qui permet d'obtenir la structure détaillée de la formation brute de capital fixe. Un facteur auxiliaire supplémentaire est que de nombreux appareils ne sont pas produits en Géorgie, ce qui permet de déterminer intégralement les ressources les concernant par la valeur des importations.

31. Le budget consolidé comprend des données relatives à la formation brute de capital fixe pour le secteur public. Les statistiques des finances publiques sont établies selon les règles énoncées dans le manuel de statistiques des finances publiques, qui prévoit d'enregistrer séparément les acquisitions d'actifs non financiers.

32. L'investissement des ménages est principalement constitué des coûts liés au bétail et aux plantes vivaces, qui sont fournis par l'enquête sur les exploitations agricoles. Une grande partie des investissements des ménages, y compris l'autoconstruction et les grosses réparations, est également enregistrée dans l'enquête sur le budget des ménages.

E. Variations des stocks (P52)

33. Les données sur les variations des stocks des sociétés non financières sont tirées de l'enquête trimestrielle. Cependant, étant donné qu'il n'existe pas de sources de données appropriées pour mesurer les variations des stocks pour les autres secteurs, celles-ci sont réputées égales à zéro. C'est la raison pour laquelle les variations des stocks sont considérées comme l'indicateur le moins fiable du Système de comptabilité nationale géorgien.

F. Exportations et importations de biens et services (P6/P7)

34. Les données initiales sont tirées des déclarations en douane, qui sont ajustées du coefficient de l'économie non observée et finalement incluses dans la balance des paiements. Dans les déclarations en douane, les exportations et les importations de biens sont enregistrés en utilisant la classification du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH). Grâce à une table de correspondance, les codes à six chiffres du SH sont reliés aux codes à quatre chiffres de la CPA, qui sont ensuite regroupés selon les 67 produits du tableau des ressources et des emplois. La différence entre les données brutes des déclarations en douane et les chiffres totaux de la balance des paiements est répartie proportionnellement à la structure des valeurs déclarées. La valeur des importations non observées est faible et ne dépasse généralement pas 1 % du total des importations, alors que celle des exportations non observées est importante et représente environ 35 % des exportations totales.

35. Le caractère détaillé des données de la balance des paiements permet de collecter des renseignements sur les exportations et importations de services. La majeure partie des exportations de services concerne le tourisme émetteur. Les dépenses des touristes sont tirées des enquêtes sur le tourisme. Ces études ne sont pas menées chaque année, ce qui limite la fiabilité de cet indicateur.

G. Taxes sur les produits (D21)

36. Les recettes budgétaires consolidées comprennent des données détaillées sur la taxe à la valeur ajoutée (TVA), la taxe d'accise et les droits de douane. La taxe d'accise est appliquée à cinq types de produits : automobiles, produits pétroliers, tabac, boissons alcoolisées et certains produits chimiques. Des données détaillées sont disponibles pour ces cinq types de produits. Toutefois, le Ministère des finances ne produit pas de données détaillées pour les produits non soumis à l'accise. Par conséquent, les taxes pour les autres produits sont calculées selon la méthode dite du « taux d'imposition de base ». Dans ce cas, le taux d'imposition de chaque produit est déterminé dans le cadre du code des impôts. Pour la plupart des produits, le taux de TVA est de 18 % du chiffre d'affaires total. Certaines activités économiques, notamment l'agriculture, l'éducation et les soins de santé, sont presque totalement exonérées de la TVA.

H. Subventions sur les produits (D31)

37. En Géorgie, les subventions sur les produits portent principalement sur le raisin et l'électricité. Les données concernant le montant total des subventions sont tirées des organes délivrant les subventions (Ministère de l'agriculture, Bureau des services sociaux). En Géorgie, la part des subventions sur les produits dans le PIB est très faible et représente moins de 1 %.

IV. Procédures d'équilibrage

38. Lors de son lancement, le programme informatique calcule le tableau primaire des ressources et des emplois. Dans ce tableau primaire, les ressources, comptabilisées au prix du marché, et les emplois, comptabilisées au prix d'acquisition, ne se correspondent pour presque aucun produit. Pour certains produits, l'importance de l'écart indique clairement qu'au moins une des sources de données est erronée. Lorsque l'erreur est déterminée, la valeur de l'indicateur correspondant est modifiée dans le catalogue, puis le programme est lancé de nouveau.

39. Après la correction des erreurs, le tableau des ressources et des emplois demeure déséquilibré pour de nombreux produits. Des procédures d'équilibrage supplémentaires sont effectuées dans l'ordre suivant :

a) Les données concernant certains services n'ayant qu'un seul ou qu'un petit nombre d'utilisateurs, tels que les services gouvernementaux non marchands, les services à l'agriculture et le transport par conduite, sont réexaminées. Pour parvenir à un équilibre entre les ressources et les emplois concernant ces produits, il peut être nécessaire de modifier la structure de la production totale ou les dépenses de consommation intermédiaire ou finale du secteur public ;

b) Les données concernant tous les autres services (produits 34 à 67) sont réexaminées. Les écarts sont ajoutés à la consommation des ménages, mais sont dans ce cas équilibrés par des modifications correspondantes concernant certains produits, de sorte que la consommation totale des ménages soit conservée. Dans certains cas, la structure de la consommation intermédiaire est également modifiée ;

c) Les données concernant les marchandises (produits 1 à 33) sont réexaminées. Si les écarts sont faibles, ils sont ajoutés à la variation des stocks, tandis que des écarts plus importants sont examinés et peuvent conduire à des modifications concernant d'autres emplois. L'équilibre peut également être atteint au moyen de réaffectations dans la colonne des marges commerciales ou dans la répartition entre produits primaires et secondaires dans

la matrice des ressources. En dehors de cela, les ressources ne sont pas modifiées. Quand de forts écarts sont constatés dans le domaine de la construction, il est possible de modifier la structure des trois produits relatifs à la construction et/ou la structure des investissements.

40. Dans le processus d'équilibrage, la colonne des marges commerciales et des marges de transport dans la matrice des ressources joue un rôle particulier. Initialement, cette colonne est remplie avec les données de l'année précédente. La première étape du processus d'équilibrage est d'équilibrer les lignes relatives au commerce de détail et de gros et aux activités de transport qui permettent de déterminer les marges de transport. La part du transport affectée aux marges de transport est déterminée résiduellement après déduction du transport estimé pour la consommation intermédiaire et les emplois finaux. L'enquête de 2013 sur le transport devrait fournir de plus amples informations. Ces étapes permettent de déterminer les ressources totales en termes de marges commerciales et de marges de transport. Pour les produits alimentaires, les marges absolues sont déterminées directement par la différence entre les indices des prix à la production et à la consommation pour chaque type de produit. Le reliquat des marges commerciales et des marges de transport totales est réparti à l'étape suivante proportionnellement aux ressources intérieures pour chaque type de biens (production+importations-exportations). Cela implique d'affecter le même taux de marge (marges de gros, de détail et de transport) aux ressources intérieures concernant tous les types de biens. Les valeurs de la colonne des taxes sur les produits sont déterminées en affectant d'abord les taxes d'accise aux produits concernés, puis en répartissant le reliquat en proportion des ressources totales (production+importations-exportations). Les subventions sur les produits sont directement affectées aux produits concernés. Les colonnes concernant les taxes et les subventions ne sont pas modifiées au cours du processus d'équilibrage.

41. Le rôle du tableau des ressources et des emplois dans l'élaboration des comptes annuels est de mettre en évidence l'équilibre entre les ressources et les emplois, non seulement au niveau agrégé, mais aussi par produit, ce qui est un outil beaucoup plus efficace. Habituellement, l'équilibrage du tableau des ressources et des emplois ne donne pas lieu à des modifications de la production totale originale ni de la consommation intermédiaire par l'industrie (sauf dans les cas où de nouvelles enquêtes peuvent l'indiquer). Cependant, du côté des dépenses, l'équilibrage peut entraîner des modifications, en particulier en ce qui concerne la consommation des ménages. Le tableau des ressources et des emplois n'est donc pas un dérivé des comptes annuels, quoiqu'il soit publié environ un mois plus tard que ceux-ci.

V. Plans pour l'avenir

42. Actuellement, un tableau des ressources et des emplois en prix courants est calculé chaque année. Le programme écrit en Visual Basic pour Excel facilite sensiblement ce processus exhaustif. Toutefois, la collecte des données nécessite encore beaucoup de temps et de travail. En outre, compte tenu des faiblesses des sources de données, la qualité des tableaux des ressources et des emplois peut ne pas être satisfaisante. En dépit de ces faiblesses des données, il est néanmoins utile de dresser les tableaux, car ils permettent de découvrir les faiblesses particulières et contribuent ainsi à de futures améliorations.

43. La mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 2008 est prévue pour 2017. Une première étape consistera à remplacer la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE Rév.1) par la nouvelle NACE Rév.2. Cela entraînera des modifications des activités et des produits ainsi que des tables de correspondance.

44. Parallèlement à la mise en place de la nouvelle nomenclature, le nombre d'activités et de produits du tableau des ressources et des emplois sera modifié, dans l'objectif d'augmenter ce nombre dans toute la mesure du possible. La norme minimale assignée aux nouveaux tableaux des ressources et des emplois sera de 60 activités et 60 produits, conformément aux normes d'EUROSTAT.

45. Jusqu'en 2015, le PIB à prix constants n'a été calculé que d'après la production. Le calcul du PIB à prix constants d'après les dépenses a été mis en œuvre en 2015. En conséquence, il est prévu de commencer à dresser un tableau annuel des ressources et des emplois à prix constants.

46. L'élaboration d'un tableau des échanges intersectoriels a commencé en 2016. À cet effet, il est nécessaire de lancer une coopération internationale dans le cadre de l'assistance technique, en vue de créer un logiciel permettant de dresser un tableau des échanges intersectoriels à prix à la fois courants et constants.
